Ville de Port-de-Bouc

Conseil Municipal du 12 décembre 2017

La séance du Conseil Municipal de la Mairie de Port de Bouc est ouverte dans les formes réglementaires à 18 h 05, sous la présidence de Madame Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI, Maire de Port de Bouc.

Madame le Maire procède à l'appel nominal.

23 présents : FERNANDEZ-PÉDINIELLI Patricia, SANTORU-JOLY Evelyne, DEPAGNE Marc, CERBONI Rosalba, BELSOLA Laurent, GIOVANELLI Béatrice, MALARET Monique, PHILIPPE Louis, SIRAT Boulenouar, GIORGETTI René, SANTIAGO Michel, NOUGUE Alain, GALLINA Martine, DOMINI Chérifa, MULLER Martine, TALBI Mehdi, LOUDIYI Fatima, MICHEL Christiane, BERNEX Claude, PINET Gérald, TETIENNE-CASANO Corinne, PEPE Virginie, DIDERO Stéphane.

9 Absents avec procuration : GUIRAMAND Patrick, CHAPELLE Patrice, LADJAL Mériem, TORRES Christian, DI CESARE

Stéphanie, SAADAOUI Amar, DINI Manon, NGUYEN Jean-Louis,
GIANNANTONI Jean-Christophe.

1 absent : REBBADJ Saler.

Le quorum est atteint, la séance du Conseil Municipal est ouverte.

Madame le Maire désigne comme **secrétaire de séance** **Monsieur Michel SANTIAGO**, qui accepte de prendre cette responsabilité.

-*-*-*-*-*-*-*

Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 16 novembre 2017

Mme le Maire.- Avez-vous des remarques à formuler sur le compte rendu du dernier Conseil Municipal ?

M. BERNEX.- Oui, au sujet de la SPA et de la somme qui a été accordée pour stériliser des chattes et des chats ; vu la somme importante est-ce que la Mairie peut un peu s'impliquer dans le contrôle de ces sommes à verser pour qu'il n'y ait pas de tricherie ?

Mme le Maire.- La SPA paie sur présentation des factures, donc si les chats ne sont pas menés il n'y a pas de facture. Ils sont un peu mandatés pour cela.

La question c'est si vous avez des remarques à formuler sur la rédaction du compte rendu et pas sur le contenu ?

M. BERNEX.- Non.

Mme le Maire.- Donc nous passons à l'approbation.

Qui est pour ? La majorité, le Groupe de Madame Pèpe, Monsieur Pinet.

Qui s'abstient ? Le Groupe de Monsieur Didero et Monsieur Bernex.

Le compte rendu du Conseil Municipal du 16 novembre 2017 est approuvé à la majorité + le Groupe de Madame Pèpe + Monsieur Pinet - Abstention du Groupe de Monsieur Didero et de Monsieur Bernex

Mme le Maire.- On vous propose d'adjoindre un point supplémentaire à l'ordre du jour que vous avez sur votre table.

Je vais en faire lecture et vous me direz si vous êtes d'accord qu'on le joigne à l'ordre du jour.

Point supplémentaire : convention accueil jeunes

Rapporteur : Madame le Maire (*Lecture du rapport*)

Est-ce que vous êtes d'accord pour qu'on rajoute ce point supplémentaire et pour en faire lecture du contenu ?

Mme PEPE.- Rajouter un point à l'ordre du jour cela ne se fait pas.

Mme le Maire.- Pour ceux qui veulent bien le voter, qui est pour que l'on reconduise la convention accueil jeunes ? Tout le Conseil Municipal, abstention de Madame Pèpe.

Je vous remercie.

**Le point supplémentaire est approuvé à la majorité +
Madame Michel + Monsieur Pinet + Le Groupe de Monsieur Didero +
Monsieur Bernex - Abstention de Madame Pèpe**

**1/ CONVENTIONS DE GESTION ENTRE LA VILLE ET LA METROPOLE AU
TITRE DES COMPETENCES TRANSFEREES AU 1^{ER} JANVIER 2018**

Rapporteur : Monsieur René GIORGETTI

Comme vous le savez, certains étaient très pressés de faire la métropole mais elle prend du retard sur certaines compétences comme vous avez pu le lire sur la notice qui est assez longue.

Si j'en ai la permission, je vais me dispenser de tout lire parce que c'est fastidieux, il faut surtout être attentif sur les compétences qui vont être transférées. Elles sont transférées, mais la Métropole ne pouvant pas les assurer notamment au 1^{er} janvier, il y a une convention de gestion avec la Ville.

(Arrivée de Martine GALLINA à 18 h 10)

M. GIORGETTI.- La Métropole fait une convention de gestion pendant une année.

Les compétences de la Métropole sont :

* Le développement et l'aménagement économique, social et culturel, dont la promotion touristique,

* L'aménagement de l'espace métropolitain dont le schéma de cohérence territoriale et le schéma de secteur, et du Plan Local d'Urbanisme,

* La Politique Locale de l'Habitat,

* La Politique de la Ville,

* La Gestion des services d'intérêt collectif dont la défense extérieure contre l'incendie et la compétence des eaux pluviales,

* La protection et la mise en valeur de l'environnement et la politique du cadre de vie.

Cela part à la Métropole, cependant comme la Métropole ne peut pas tout assurer au 1^{er} janvier il y a cette convention pour :

* La promotion du tourisme,

* Le Plan Local d'Urbanisme,

* La compétence des eaux pluviales,

* La défense extérieure contre l'incendie.

Il est précisé que les missions et les tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole, et heureusement.

(Lecture de la suite du rapport)

Le regret c'est que cette Métropole soit mise en place comme cela. C'est personnel, mais elle aurait pu se mettre en place au moins sur deux aspects : le développement économique et le transport, et laisser régler le quotidien aux collectivités locales puisque nous ne l'aurons plus. Il va nous rester les écoles maternelles et les écoles primaires, mais peut-être qu'un jour elles s'envoleront aussi sous d'autres cieux. Mais la disparition des Communes est belle et bien programmée, qu'on le

veille ou non, ils prennent le temps, mais tout ce foyer de démocratie qui était dans les Communes de France risque de disparaître. Certains pleurent à certains endroits et font le contraire à d'autres endroits. Quand on est sur le territoire, qu'on est citoyen, on parle d'une façon, et quand on est à l'Assemblée Nationale on vote d'une autre façon.

Mme le Maire.- Cri de colère complètement partagé, René. Je pense que tu as bien présenté ce rapport numéro 1 dans ce qu'il est techniquement abordé dans la notice, et des implications politiques qui en découlent.

Y a-t-il des demandes d'intervention ?

M. DIDERO.- Sur ce sujet j'irai plutôt dans le sens de Monsieur GIORGETTI... (*Brouhaha*)... les miracles arrivent.

Par rapport à cet aspect de la Métropole, je vais employer le concept d'usine à gaz quelque part puisque par la difficulté de la mise en place de la Métropole et des attributions qui lui sont conférées, on voit déjà qu'il y a des conventions mises en place, c'est donc que le système fonctionne extrêmement mal pour l'instant.

Au-delà de cet aspect, il y a la constitution des Métropoles ; pour avoir discuté avec des élus Parisiens sur la mise en place de la Métropole de Paris, de ce qu'ils veulent faire sur Paris, ça ne se passe pas très bien non plus parce qu'à un moment donné la parole des élus locaux, quelle que soit leur appartenance politique, n'est pas toujours écoutée, ni entendue, ni toujours respectée.

Donc sur ce sujet de la Métropole il y a un consensus - vous pouvez sourire, Madame le Maire-, il y a un consensus sur le fait que très peu d'élus l'ont souhaitée, et cela au-delà des appartenances politiques. Vous en savez quelque chose.

Mme le Maire.- Justement, je rejoins complètement ce que vient de dire Monsieur GIORGETTI, il y a ceux qui parlent et ceux qui agissent ; quand ceux qui parlent et agissent le font sur le même sujet c'est appréciable, c'est de l'honnêteté politique, ceux qui parlent et qui ne le font pas quand il s'agit d'agir pour contrecarrer ces sujets, ce n'est pas de la magie de Noël, c'est du vent.

Y a-t-il d'autres interventions ? (*Aucune autre demande n'est formulée*)

En fait nous sommes en train de travailler pour les compétences santé qui vont redescendre dans les Communes, à les mettre dans le SIVU ; vous savez que l'on s'est doté d'un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique qui porte un centre d'actions communal associé au niveau des trois communes. Dans le cadre de cette compétence où on n'a jamais voulu dissocier, santé et social, on souhaiterait le mettre dans ce Syndicat Intercommunal qui a été validé par le préfet.

Donc nous allons immédiatement délibérer pour continuer de travailler en collaboration avec les trois communes sur la question de la santé. Ce ne sera pas le cas pour la question de l'espace public dont nous avons longuement parlé la dernière fois.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°1 est adopté à l'unanimité

2/MODIFICATION ORDINAIRE N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapporteur : Madame le Maire

Vous avez très certainement fait une lecture attentive de ce rapport. En gros il s'agit d'une modification ordinaire.

Avant le passage au 1^{er} janvier 2018 de la compétence à la Métropole, il s'agit pour nous d'ajuster les interprétations possibles qui sont dans notre Plan Local d'Urbanisme de façon à ce qu'il n'y en ait plus beaucoup. L'objectif c'est qu'il n'y ait plus d'interprétations possibles, que tout soit bien clair parce que vous savez que toute règle est toujours discutée et discutable. Donc plus les termes de la règle sont clairs et moins c'est sujet à interprétation. Ensuite il s'agit de la toiletter dans le sens de la mise en conformité avec la loi ALUR. Vous savez peut-être qu'au niveau de la loi ALUR il n'existe plus de COS : Coefficient d'Occupation du Sol, par contre on parle de densité d'occupation. Il faut contrôler cette densité, il faut l'écrire, une fois que c'est écrit et acté avant le 1^{er} janvier 2018 cela nous permet de continuer de travailler la procédure en ayant la pleine maîtrise, car si notre PLU n'était pas en conformité après le 1^{er} janvier 2018, et qu'il faille non pas continuer mais entamer une procédure, alors cela enclencherait un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, ce que les trois villes de notre territoire ne souhaitent pas. Donc tout le monde se met en conformité au préalable pour pouvoir garder la maîtrise d'un Plan Local d'Urbanisme et non pas d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui monterait à la Métropole plus vite que prévu.

Pour votre information, l'année 2018 nous verra prendre une procédure, il y aura une enquête publique, etc. À l'issue de tout cela nous mettrons en place les critères d'emprise. Cela prend un certain temps, il faut des études. Mais prenons la décision maintenant, et nous sommes tranquilles, nous restons en PLU.

L'objet du vote de ce soir c'est d'acter cette quatrième modification ordinaire, rien ne change sur des emprises, on ne va pas changer des espaces boisés ou autres ; si

des personnes sont inquiètes sur l'incendie de la forêt de Unia, cela vous permettra de répondre et de dire que rien n'a changé, c'est une forêt protégée et elle le restera. Elle a brûlé, mais comme nous l'avons dit nous travaillerons pour qu'elle reprenne de la vigueur.

Y a-t-il des demandes d'intervention ?

M. BERNEX.- Au sujet du PLU, est-ce que cette densité dont vous parlez ce sera un pourcentage par rapport à la dimension du terrain ou quelque chose comme cela ?

Mme le Maire.- C'est ce que nous allons travailler toute l'année prochaine après des études qui seront commissionnées, c'est obligé ; ensuite on fera une enquête publique pour en discuter tous ensemble, une fois que nous serons d'accord on arrêtera notre décision au sujet de ce contrôle de densité. Nous allons y travailler toute l'année 2018.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°2 est adopté à l'unanimité

3 TRANSFERT DE COMPETENCE URBANISME PROCEDURES D'URBANISME EN COURS

Rapporteur : Madame le Maire

Ce rapport est dans le prolongement du précédent. Comme on ne pourra plus poursuivre des procédures nouvelles après le 1^{er} janvier 2018, et que la Métropole doit néanmoins obtenir au préalable l'accord de la Commune concernée de son PLU pour continuer les procédures décidées par la Commune, il s'agit aujourd'hui de délibérer pour que dans ce transfert de compétence les procédures d'urbanisme en cours se poursuivent. Il faut qu'on en donne la permission à la Métropole.

Il s'agit pour nous des deux procédures dont on a parlé de modification du PLU, et de les mener à leur terme pour qu'on ait finalisé cette modification.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°3 est adopté à l'unanimité

4/ CLOTURE DU PLAN D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE) LES HAUTS DE ST JEAN

Rapporteur : Madame le Maire

Avec la mise en place des bassins de rétention d'eau dans le vallon Clément Mille, le chemin des Termes, et la voirie d'accès au lotissement, et un petit aménagement paysager, nous avons mis en place un Plan d'Aménagement d'Ensemble des Hauts de St Jean. Tout ceci étant terminé je vous propose de le clôturer. Nous avons fait tout ce qu'il y avait à faire.

M. BERNEX.- Est-ce que vous savez le nombre d'arbres qui sont morts depuis que vous avez fait le parc Clément Mille ?

Mme le Maire.- Non, je ne les ai pas comptés. Vous les avez comptés ?

M. BERNEX.- Non, mais je m'y promène souvent et plus de la moitié des arbres sont morts en un an et demi.

Mme le Maire.- Madame Pelt, sont-ils morts ou en dormance ?

M. BERNEX.- Non, ils sont morts et coupés, ils étaient morts et la Mairie les a coupés.

Mme PELT.- Ceux qui ont été plantés près des bassins ?

M. BERNEX.- Oui.

Mme PELT.- Nous allons regarder.

M. BERNEX.- Il faut aussi regarder les fuites d'eau, des milliers de litres d'eau partent tous les jours lorsqu'il y

a un arrosage. Ils ne vont pas aux plantes, les raccords sont mal faits, l'eau va à côté, sur les chemins, partout, sauf aux plantes.

Mme le Maire.- Il y a des petits rigolos qui doivent s'amuser à changer les directions des jets.

(Madame le Maire s'adresse à Madame PELT) Vous voudrez bien passer et remettre tout dans la bonne direction ? Merci.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? *(Aucune autre demande n'est formulée)*

Qui est pour clôturer le PAE de St Jean ? La majorité, Monsieur Pinet, le Groupe de Monsieur Didero, Monsieur Bernex.

Qui s'abstient ? Le Groupe de Madame Pèpe.

Je vous en remercie.

Le rapport n°4 est adopté à la majorité + Monsieur Pinet, le Groupe de Monsieur Didero, Monsieur Bernex - Abstention du Groupe de Madame Pèpe

5/ DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Madame le Maire *(Lecture du rapport)*

Ce point a été examiné par la commission des finances et n'a fait l'objet d'aucune remarque.

Il s'agit d'inscrire en fonctionnement une baisse de crédit pour réajuster par rapport au FPIC. Notre lutte n'a pas été victorieuse, au sein du Conseil Métropolitain les autres Villes n'ont pas souhaité considérer que ce fonds de péréquation devait être un fonds de péréquation, ils ont décidé d'avoir de l'argent supplémentaire qui tombe dans leurs Communes, étant donné l'étranglement pratiqué par le Gouvernement SARKOZY, le Gouvernement de HOLLANDE, et le Gouvernement de MACRON. Donc

nous n'avons pas pu percevoir les 37 153.00 euros qu'on aurait pu obtenir si les critères qui auraient pu être décidés aux deux tiers du Conseil Métropolitain en faveur des Villes pour lesquelles le fonds était destiné, avaient bien été votés.

Des critères de droit commun qui ont été maintenus, mettent toutes les Villes sur le même pied d'égalité, on ne considère donc pas à la Métropole que certaines Communes ont plus besoin que d'autres.

Pour se mettre en conformité également avec la dotation d'Etat, il faut ajouter une grande largesse, 725.00 euros.

Nous avons aussi 64 544.00 euros pour le chapitre 77.

Par contre, en termes de dépenses nous avons une hausse de crédit de 112 578.00 euros que l'on va faire passer ensuite en investissement et en recettes. Nous les dépensons en fonctionnement parce qu'on les transfère en investissement, mais ça s'annule aussi en investissement, +/- 112 000.00 euros pour un équilibre.

Au chapitre 68 nous avons 17 920.00 euros de hausse de crédit.

En fait, les dépenses et les recettes s'équilibrent dans cette DM2 à 28 116.00 euros.

Concernant les investissements nous avons une hausse de crédit de 700 000.00 euros qui se décomposent en différents chapitres ventilés.

Nous avons donc une décision modificative en investissement qui récupère le virement de la section de fonctionnement en section d'investissement, et un équilibre en dépenses de hausse et de baisse de crédit. On reventile dans les différents chapitres.

M. BERNEX.- Juste une petite précision, à quoi correspond le chapitre 21 ?

Mme le Maire.- Il correspond aux immobilisations corporelles.

M. SIMITSIDIS.- En règle générale, en comptabilité quand on a des dépenses d'investissement, que ce soit des acquisitions, des travaux, etc. on passe par le compte 23, et ensuite le comptable nous demande en fin d'année de les transférer au compte 21, dans les immobilisations corporelles. Notre comptable les a directement intégrées dans le patrimoine, il les a directement imputées au chapitre 21. C'est la raison pour laquelle on transfère les crédits du 23 que l'on met sur le 21. Nous avons directement intégré les travaux dans le patrimoine.

(Arrivée de Mme LOUDIYI à 18 h 30)

Mme le Maire.- Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? *(Aucune demande n'est formulée)*

Qui est pour ? La majorité.

Qui s'abstient ? L'opposition.

Je vous en remercie.

Le rapport n°5 est adopté à la majorité - Abstention de l'opposition

6/ AUTORISATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2018 (BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET DES BAUX COMMERCIAUX)

Rapporteur : Mme Rosalba CERBONI *(Lecture du rapport)*

Ce point a été examiné par la commission des finances et n'a fait l'objet d'aucune remarque.

Comme le budget est voté au mois de mars, pour pouvoir dépenser avant le vote du budget il faut une délibération. En fait on ouvre environ vingt-cinq pour cent maximum de crédit sur l'enveloppe pour pouvoir continuer à fonctionner.

Mme le Maire.- C'est pour avoir une solution de continuité.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? La majorité, Monsieur Bernex.

Qui s'abstient ? Le reste des membres de l'opposition.

Je vous en remercie.

Le rapport n°6 est adopté par la majorité + Monsieur Bernex - Abstention des autres membres de l'opposition

7/ TARIFS PUBLICS LOCAUX 2018

Rapporteur : M. Marc DEPAGNE (*Lecture du rapport*)

Ce point a été examiné en commission des finances.

Je ne vais pas vous faire le détail des différents tarifs, vous les avez lus attentivement comme moi.

Si vous avez des précisions à demander nous sommes tout ouïe.

Mme le Maire.- Vous avez pu constater que ce sont des ajustements qui ne dépassent pas l'inflation et que nous avons arrondis.

Mme PEPE.- C'est pour la redevance d'occupation pour les forains ? C'est sur la journée ou pas, parce que ce n'est pas précisé.

Mme le Maire.- C'est le mètre linéaire à la journée, puisque nous avons un tarif pour les occasionnels le samedi et le dimanche.

Mme PEPE.- C'est 9.70 euros par mètre linéaire et par jour ?

Mme le Maire.- Vous parlez du marché forain ?

Mme PEPE.- La redevance d'occupation droit, place, fête, et foraine...

(Propos simultanés, brouhaha)

Mme le Maire.- C'est le droit de place.

Mme PEPE.- Je n'ai pas mémoire qu'on ait voté des tarifs.

Mme le Maire.- Si.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°7 est approuvé à l'unanimité

8/ ACOMPTES SUR LES SUBVENTIONS 2018 AUX ASSOCIATIONS

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA (*Lecture du rapport*)

Ce point a été examiné par la commission des finances.

Mme le Maire.- Avant qu'on ne me pose la question, c'est une avance de subventions et pas une augmentation de subventions.

M. DIDERO.- Ce sont les clubs en question qui en formulent la demande ?

Mme le Maire.- C'est pour joindre les deux bouts d'une année sur l'autre.

M. DIDERO.- Seuls quatre clubs en ont fait la demande ?

M. BELSOLA.- Oui, parce que l'année sportive est décalée par rapport à l'année civile, elle s'étale de septembre à juin.

Mme le Maire.- Nous ne sommes pas à l'abri, en janvier ou février d'autres associations pourront nous demander une avance.

Vous n'êtes pas sans savoir que le Conseil Régional change son fusil d'épaule, il y a eu une manifestation jeudi dernier devant le Conseil Régional de la part de l'union des centres sociaux, le Conseil Régional a fait savoir qu'il ne financerait plus la cohésion sociale, la lutte contre les discriminations, la citoyenneté.

Mme SANTORU-JOLY.- Et il déserte l'accord cadre qui lie les centres sociaux avec les différentes collectivités, ce qui fait que pour le Département il va y avoir des dépenses supplémentaires ou pas, nous n'avons pas encore décidé, pour la CAF aussi, etc.

Mme le Maire.- Nous faisons partie de la convention cadre, nous devons avoir une réunion de signature qui a été repoussée. Ils essaient de négocier avec la Région pour leur demander de ne pas s'enlever de cette signature historique d'accompagnement. Vous en prendrez une responsabilité politique importante.

M. BERNEX.- Il y a une raison à cela, 435 millions d'euros sont alloués aux Régions et plus par l'Etat, c'est pour cela qu'ils ont des subventions...

Mme le Maire.- Ce n'est pas cela du tout, l'argument donné c'est qu'ils veulent rester sur leurs compétences de base et ne plus venir sur des compétences facultatives décidées qui étaient la cohésion sociale, la lutte contre la discrimination,

l'accompagnement des centres sociaux, etc. Cela fait partie d'une politique, ils en ont le droit.

M. GIORGETTI.- Et Monsieur Jean-Claude GAUDIN était d'accord.

Mme le Maire.- Ce sont des choix politiques qu'il faut assumer. C'est comme cela, je le déplore, c'est dommage.

Il a été très difficile de récupérer les cent mille euros pour Port de Bouc qui avaient été promis dans le Contrat de Ville. Je salue l'appui de Madame FRUCTUS, de Madame ALIPHAT, de Monsieur MAURIZOT. Il y avait une troisième personne à nos côtés qui est intervenue avec nous pour qu'on ait une écoute attentive de la part du président. Madame SANTORU et moi-même avons rencontré le cabinet du président, l'écoute a été attentive mais on nous a dit que c'était la dernière fois qu'on nous rattrapait, que l'année prochaine il faudra que l'on complète tout de suite. Des élus locaux s'étaient engagés en comité de pilotage et la Région les avait déjugés. Nous avons dit que ce n'est pas bien de travailler comme cela. Qu'on nous dise que la prochaine fois c'est fini, c'est une chose, mais en plein milieu, quand les actions ont été commencées, voire même parfois sont terminées, ce n'est pas très correct de dire qu'ils ne les financent pas au dernier moment. Nous avons réussi à récupérer, mais je vous parle bien de cent mille euros, c'est-à-dire que ces cent mille euros n'existeront plus l'année prochaine pour Port de Bouc, à part si on va sur le droit commun... ça veut dire que les centres sociaux feront de la formation professionnelle, etc.

On revient à notre rapport, il s'agit pour nous d'accepter de verser des acomptes de subventions aux associations citées pour l'année 2018.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°8 est adopté à l'unanimité

**9/ DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA CAF POUR LA CONSTRUCTION
D'UN MULTI ACCUEIL COLLECTIF**

Rapporteur : Mme Monique MALARET (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Nous continuons le dossier.

Vous n'êtes pas sans savoir que nous arrivons au bout des réunions de quartiers, il n'y en a plus qu'une, je peux vous dire que l'unanimité des participants est en faveur du maintien de la création de cette structure malgré les mauvais temps qui arrivent, c'est-à-dire les baisses de budget, et la commande qui nous est faite de ne pas augmenter la masse salariale, c'est-à-dire de diminuer les dépenses publiques.

Nous sommes en train de proposer au personnel qui réfléchit avec nous avec raison et beaucoup de conscience sur cette question, de pouvoir déménager dans le futur bâtiment neuf, donc de ne plus exercer leur activité dans la halte-garderie Tichadou - Menot n'étant pas touchée ; le personnel, avec une capacité d'accueil d'enfants de trente à trente-cinq, passerait dans les locaux neufs, ce serait cela en moins dans le fonctionnement de la future crèche. On avait demandé un agrément de quarante-cinq, ce qui nous ferait gagner que dix places supplémentaires, donc nous allons demander une extension à soixante, ce qui rajouterait vingt à vingt-cinq places supplémentaires, mais pas les quarante-cinq prévues parce que nous n'aurons pas le budget pour y arriver. Malheureusement, par rapport à ce qu'on avait prévu en 2014 nous sommes obligés de revoir la copie parce que les finances ne nous le permettent plus, étant donné la baisse de dépenses publiques.

Nous le déplorons, la majorité le déplore fortement et nous le disons aux habitants ; d'ailleurs nous prenons les

décisions ensemble parce que ce n'est pas quelque chose sur lequel nous nous étions engagés, et nous pensons que c'est complètement immoral. Allez expliquer que ce n'est pas nécessaire quand cent familles attendent des places, allez dire que la dépense est inutile, voire futile, voire je ne sais trop quoi, et qu'on utilise mal l'argent public. Allez l'expliquer, moi je ne sais pas le faire. Je ne suis pas d'accord d'aller dire aux habitants qu'on annule la nouvelle crèche à Port de Bouc parce que ça ne sert à rien, je ne suis pas d'accord du tout. Est-ce que vous seriez d'accord ? Et pourtant, voilà à quoi nous commençons à être contraints. Cela fait des années qu'on en parle, que l'on dit qu'on va finir par, eh bien ça y est. C'est complètement immoral.

Vous connaissez notre colère et nous continuerons de l'exprimer.

M. GIORGETTI.- Ce n'est pas que la nôtre, les maires de toutes tendances confondues ont dit au premier ministre ainsi qu'au Président de la République qu'ils ne sont pas d'accord.

Mme le Maire.- Pour être très complète, notre président BAROIN -puisque je fais partie du comité directeur de l'association des maires de France - nous disait qu'il fallait être raisonnable. Au comité directeur il y a à gauche les élus de gauche, à droite les élus de droite, c'est assez protocolaire, (sauf que la première fois je ne savais pas, je me suis mise à droite). Cela dit, les premières demandes d'intervention quand le Président BAROIN s'était positionné tel quel étaient des demandes d'intervention des maires plutôt d'obédience de Droite qui disaient que ce n'est pas sérieux, qu'on ne peut pas laisser passer ce genre de choses. Par contre, le coprésident, Monsieur LAIGNEL, qui représente plutôt la Gauche, disait qu'on est d'accord, qu'il ne faut surtout pas passer ; il fait partie du comité des finances locales et il

disait que c'est trop injuste ; on parle de déficit, de dettes, dans les Communes nous devons chaque fois -et vous le voyez- voter un budget en équilibre, et en ce qui concerne la dette c'est des emprunts. Donc chaque année, quand on débat sur les orientations budgétaires, on voit l'encours de la dette de la Commune de Port de Bouc, et nous sommes dans la moyenne nationale, c'est-à-dire que les Communes empruntent à hauteur de quatre pour cent de la dette nationale. Et pourtant les treize milliards que le Président MACRON est en train de décider d'enlever sont enlevés dans les collectivités qui doivent voter un budget en équilibre, et qui ne représentent que quatre pour cent de la dette de base. C'est scandaleux, nous, nous répondons aux besoins locaux.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous remercie.

Le rapport n°9 est adopté à l'unanimité

10/ DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHONE POUR LE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)

Rapporteur : Mme Evelyne SANTORU-JOLY (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Nous continuons nos demandes de soutien.

Y a-t-il des demandes de précision ou d'intervention ?
(*Aucune demande n'est formulée*)

Mme le Maire.- Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°10 est adopté à l'unanimité

11/ DEMANDE DE SUBVENTION : DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL (DSIPL)

Rapporteur : Mme Béatrice GIOVANELLI (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Dans le cadre de notre avancée de projets autour de la rénovation énergétique de façon à pouvoir réduire tout ce que vient de dire Béatrice, les émissions à effet de serre, etc., nous proposons d'émarger au DSIPL.

M. BERNEX.- Pouvons-nous avoir le détail des lieux pris en considération pour faire des économies d'énergie ?

Mme le Maire.- Ce sont nos bâtiments publics, mais pas les lycées ni les collèges puisque ce n'est pas la compétence de la Commune.

M. BERNEX.- Les écoles primaires, etc. on comprend tout ?

Mme le Maire.- Oui. Vous m'avez souvent entendue en parler, dans le cadre du NPNRU nous avons lancé la ville dans un développement durable de fond. C'est-à-dire que ce qui nous intéresse c'est que les bâtiments qui appartiennent aux bailleurs sociaux, 13 Habitat pour la plus grande partie, et LOGIREM, étant donné qu'avec DOMICIL qui est maintenant UNICIL, et grâce au plan de sauvegarde ça a déjà été fait au nord de la commune aux Amarantes, et qu'il y a aussi des copropriétés qui sont anciennes et qui n'ont pas de performances énergétiques à la hauteur du vingt et unième siècle, on se lance sur une rénovation des bâtiments. Pour cela on émarge à tous les dispositifs possibles parce que vous vous doutez bien que ce n'est pas avec les deniers de la Commune que nous allons pouvoir faire grand-chose.

En ce qui concerne notre propre patrimoine, dans les réunions de quartiers -il nous en reste une, donc même si toute la réunion de quartier est contre, ce qui m'étonnerait puisque jusqu'à présent tout le monde l'a accueilli avec beaucoup de

conscience-, ce que nous proposons c'est qu'étant donné qu'en 2020 la voirie va passer métropolitaine, que la Métropole va nous demander de l'argent à faire remonter, qu'elle va récupérer la voirie selon quel périmètre, on ne le sait pas, nous en avons souvent parlé en Conseil Municipal, nous proposons non plus d'appuyer nos efforts sur la voirie mais sur nos bâtiments parce que personne ne le fera à notre place, et ils en ont vraiment besoin, ils vieillissent. Et ce sont des interventions de masse à réaliser. On se rend compte que l'entretien que l'on fait régulièrement sur les écoles, sur les installations sportives, ne suffit parfois plus, et ça ne sert à rien de faire des emplâtres sur des jambes de bois. Nous avons donc lancé ce Projet de Rénovation Urbaine avec une grande envergure, subventionné de différentes façons. Voilà une des sources de financement que nous allons capter. Donc nous montons les dossiers, nous essayons de le faire avec tout le sérieux que vous connaissez à nos services publics, le suivi des élus et de la majorité, de façon à obtenir l'acceptation.

Nous décidons ce soir de lancer la procédure vers le DSIPL.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°11 est adopté à l'unanimité

12/ PROTOCOLE NPNRU : DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRES DU CONSEIL REGIONAL

Rapporteur : Madame le Maire (*Lecture du rapport*)

Vous pouvez constater qu'entre l'ANRU, l'ANAH, le partenaire bailleur, la Ville participe quand même, mais pas beaucoup par rapport à l'étude globale.

Sur 135 000.00 elle participe pour 24 000.00 €,

Sur 200 000.00 euros elle participe pour 35 000.00 €,

Sur 390 000.00 euros elle participe pour 85 000.00 €.

Heureusement que nous avons la capacité à avoir du bon partenariat. Sachez que pour avoir le partenariat il faut être des gens sérieux, sinon ils ne viennent pas avec vous. Ils veulent être sûrs que lorsqu'ils s'engagent, les projets commencent, se terminent, sont menés à bout et correctement. Par contre ils ont des contraintes auxquelles ils nous soumettent et il nous faut se soumettre pour les avoir comme partenaires.

Mme PEPE.- Quelles sont les contraintes ?

Mme le Maire.- Quand on travaille avec le Conseil Départemental, par exemple sur le cimetière il faut apposer le détail des opérations, il y a par exemple le passage de marchés, ce sont eux qui le font ou ils nous délèguent la maîtrise d'ouvrage ; soit on peut le faire en différents lots, ce que l'on demande pour pouvoir faire travailler les entreprises locales, soit ils veulent garder des lots complets, auquel cas c'est à leur main et nous n'avons pas notre mot à dire. Parfois on aimerait pouvoir faire travailler plus localement, mais cela ne nous est pas toujours possible, et tous les maires qui sont en ANRU en font la remarque, que ce soit le maire de Miramas, celui de Vitrolles, celui de Marseille. Les contraintes nous sont données par les partenaires avec lesquels nous travaillons. Mais il faut travailler avec eux, sinon vous vous doutez bien qu'on ne pourrait pas engager seuls toutes ces sommes.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°12 est adopté à l'unanimité

13/ DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRES DU CONSEIL REGIONAL ET DE L'ETAT

Rapporteur : Madame le Maire (*Lecture du rapport*)

On est là aussi dans du cofinancement, et on sort spécifiquement la demande de financement envers la Région pour que nous soyons bien dans des relations claires sur leurs compétences, pour ne plus avoir de soucis comme nous en avons eus par le passé. C'est une demande qui nous est formulée, c'est notre partenaire, donc on s'y soustrait.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°13 est adopté à l'unanimité

14/ CONVENTION : LOCATION D'UN TERRAIN SIS ANSE AUBRAN POUR LA CONSTRUCTION DE HANGARS PAR L'ENTREPRISE FRANCE HELICE

Rapporteur : Monsieur Mehdi TALBI (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- C'est pour commencer à relocaliser leur entreprise chez nous. Alain a bien mis en exergue le fait que c'est symbolique, et voilà par exemple ce que peut faire une municipalité pour encourager et accompagner l'installation de développement économique dans sa ville. Il faut passer des conventions comme celle-là qui nous permettent des installations. Mais on ne le fait pas que pour eux, lorsque des commerçants s'installent et qu'ils doivent faire des travaux par exemple à la Respélido -et c'est souvent à la Respélido-, on leur permet de ne pas s'acquitter de leur loyer mensuel pendant un, deux, trois mois, cela dépend des travaux qu'ils vont réaliser pour les aider dans cette phase où ils ne vendent pas mais où ils font des travaux pour s'installer.

On me demande souvent ce que l'on fait pour le développement économique, on ne peut pas créer des nouvelles

entreprises, par contre on peut les accompagner, c'est un exemple d'accompagnement que nous faisons.

Etes-vous d'accord pour créer cet accompagnement en attendant l'installation définitive et le paiement normal de la redevance ?

Mme PEPE.- Vous leur faites ce tarif pendant combien de temps ?

Mme le Maire.- Le temps qu'ils puissent construire le hangar et s'installer. Pour l'instant ils rapatrient des machines, ils font du déménagement, ils ne sont pas encore productifs, donc le temps de s'installer. Bien sûr on ne va pas leur proposer dix-huit mois, mais on suivra les travaux au mois le mois, et dès que l'installation sera faite et que l'activité économique pourra démarrer on leur demandera le loyer que l'on demande partout ailleurs, le même tarif que partout ailleurs sur le quai des Agglomérés.

Mme PEPE.- Ce sera stipulé dans la convention ?

Mme le Maire.- Bien sûr.

Vous savez qu'il est interdit pour la municipalité d'héberger une activité ou une personne privée *ad vitam aeternam* gratuitement sur une propriété communale. À bon entendeur, salut ! On a le résultat du tribunal ou pas ?

M. SIMITSIDIS.- Non.

Mme le Maire.- Vous vous doutez bien qu'au moment où les vaches sont maigres nous avons bien besoin de faire rentrer de l'argent, mais pas au détriment de l'activité économique, donc nous suivrons cela de près, ne vous inquiétez pas.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°14 est adopté à l'unanimité

15/CONVENTION PROJET « ORCHESTRE A L'ECOLE »

Rapporteur : Madame Martine MULLER (*Lecture du rapport*)

M. SIRAT.- C'est un très beau projet.

Mme le Maire.- Je partage.

Mme PEPE.- Est-ce que c'est pour les élèves d'une seule classe ou pour tous ceux qui voudront s'inscrire ?

Mme le Maire.- Là ce sont les CM1, CM2, et la sixième au collège.

Mme PEPE.- Il n'y a que vingt-cinq places ?

Mme le Maire.- C'est un projet de classe.

M. DEPAGNE.- C'est aussi une question de moyens avec les professeurs qui sont mis à contribution, et là cinq professeurs de musique sont mis à contribution, le conservatoire ne peut pas payer pour toutes les classes, donc ça ne concerne qu'une classe. Mais après il y a un autre projet.

Mme le Maire.- Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°15 est adopté à l'unanimité

16/CONVENTION PROJET « TROMBONE ET TUBA DANS MON CARTABLE »

Rapporteur : Madame Martine MULLER (*Lecture du rapport*)

M. DEPAGNE.- Dans un cas comme dans l'autre, c'est-à-dire la convention du rapport n°15 et celle du rapport n°16, cela concerne des écoles qui sont en en Réseau Education Prioritaire plus, ce sont ces mêmes écoles qui ont bénéficié à la rentrée du dédoublement au niveau des cours préparatoires.

Mme le Maire.- Vous savez que les élus de la majorité se relancent dans une bataille pour obtenir la possibilité d'ouverture de filières générales à Port de Bouc. Il n'y a pas de soucis. Mais il faut ouvrir la totalité des possibilités d'enseignement, ce qui n'est pas le cas sur la ville de Port de Bouc. Donc nous demandons très fortement l'ouverture de filières d'enseignement général et de technologie, nous y travaillons très arduement, et cela commence par une mobilisation dès la maternelle. C'est pour cela que l'on veut scolariser les petits dès qu'ils sont capables, matures, propres, dès deux ans, et ensuite favoriser à l'école tout ce qui permet de se sentir à l'aise dans les apprentissages. Se donner en représentation en ayant préparé quelque chose de construit ça prépare à l'oral, à la structuration de pensées. La musique est très mathématique, donc lorsqu'au niveau scolaire on comprend complètement les apprentissages fondamentaux on déroule, lorsque parfois on ne les comprend pas bien, par le biais de la culture, du sport, d'ouvertures d'esprit différentes avec des objectifs bien visés par les enseignants et les animateurs, les professeurs de musique, etc. on ouvre à la réussite éducative.

La Ville de Port de Bouc ne s'immisce pas dans la réussite scolaire, si ce n'est d'ouvrir des locaux de façon à pouvoir dédoubler des CP lorsque la décision est prise par le ministère de l'éducation nationale, mais aussi d'offrir des possibilités éducatives diverses et variées en fonction de nos moyens modestes pour accompagner la réussite en général.

Donc tout ce qui concerne l'éducation populaire, l'envie de montrer qu'aux abords des écoles, lorsqu'on est des parents ou des grands-parents et qu'on amène les enfants, s'il y a une insécurité des voitures aux abords des écoles, c'est d'abord de la faute des parents et des grands-parents. Donc ce n'est pas un bon exemple à montrer aux enfants qui démarrent

leur vie de petits citoyens, et qui deviendront en puissance des adultes citoyens ou pas. C'est dans ce sens que depuis quelques années maintenant, les élus rappellent les règles, au prix parfois de se faire insulter, ce qui n'est pas très agréable, mais cela dit nous sommes dans notre bon droit de le faire ; et quand bien même des personnes de mauvais caractère se donneraient toutes seules le droit de faire leur vie, et bien non, il y a des règles et si elles existent c'est éducatif et sécuritaire.

Nous continuerons dans ce sens. Je sais que le Groupe de la majorité est à fond dans tout cela et je les en remercie, je les encourage, et je suis toujours à vos côtés pour ce type de décision.

Il s'agit pour le rapport n°16 de continuer un projet autour de la musique.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°16 est adopté à l'unanimité

17/ AVENANT AU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Rapporteur : Mme Monique MALARET (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- C'est au sein de la crèche patronale Arcelor Mital à laquelle peuvent accéder tous les Ports de Boucain qui y travaillent, et nous avons cinq berceaux. Plus de la moitié pourra être financée par la CAF. Là aussi, c'est pour nous aider par rapport à notre budget.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°17 est adopté à l'unanimité

18/ RÉMUNERATION DES AGENTS RECENSEURS : RECENSEMENT DE LA POPULATION - ANNÉE 2018

Rapporteur : Mme Martine GALLINA (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Comme chaque année.

M. BERNEX.- Les gens choisis sont des gens au chômage ou au RSA ?

Mme le Maire.- Oui. D'abord il faut qu'ils soient libres, et comme ils ont besoin c'est évident.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°18 est adopté à l'unanimité

19/ ORGANISATION DU SALON D'ART CONTEMPORAIN HYBRID'ART 2018

Rapporteur : M. René GIORGETTI (*Lecture du rapport*)

Je voudrais dire en complément que l'année dernière c'était une première et que ça a été une réussite sur la qualité du Salon.

Cette année ce Salon est programmé par le réseau Marseille Expo qui l'a validé et l'a intégré au Printemps de l'art Contemporain du réseau métropolitain parce qu'il est de qualité, sinon on ne rentre pas dedans.

De plus il y a une convention -cela vient à la suite de la discussion de tout à l'heure par rapport à l'éducation populaire et aux possibilités de filières-, une convention va être signée avec les écoles des Beaux-Arts d'Aix et de Marseille qui vont faire les portes ouvertes pendant le Salon pour recevoir les lycéens qui sont attirés par ces filières de l'art. C'est important de faire ce travail en profondeur. Donc je me suis permis de féliciter Laure pour avoir fait toutes ces avancées en deux ans sur ce Salon.

Mme le Maire.- Pour l'instant tous les objectifs sont atteints, toute la programmation prévue dans la rénovation et la mise en place de ce nouveau Salon d'art contemporain tient ses promesses. On ne peut que féliciter toute l'équipe menée par Laure. En tout cas c'est notre pensée.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? La majorité, le Groupe de Monsieur Didero, Monsieur Pinet, Monsieur Bernex.

Qui s'abstient ? Le Groupe de Madame Pèpe.

Je vous en remercie.

Le rapport n°19 est adopté par la majorité, le Groupe de Monsieur Didero, Monsieur Pinet, Monsieur Bernex - Abstention du Groupe de Madame Pèpe

20/ CESSION PAR LA COMMUNE DE TERRAINS COMMUNAUX SIS LES BERGES DU CANAL

Rapporteur : Mme Béatrice GIOVANELLI (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Nous continuons.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? La majorité, Le Groupe de Madame Pèpe, Monsieur Pinet.

Qui s'abstient ? Le Groupe de Monsieur Didero, Monsieur Bernex.

Je vous en remercie.

**Le rapport n°20 est adopté par la majorité, le Groupe
de Madame Pèpe, Monsieur Pinet - Abstention du Groupe de
Monsieur Didero, et Monsieur Bernex**

M. GIORGETTI.- Je vais poser une question à Madame le Maire, même si je connais la réponse. Est-ce qu'il a été pris une délibération ou quelque chose sur la question de la privatisation de l'éclairage public ? Parce que je ne rate pas un Conseil Municipal, j'ai la chance d'avoir une bonne santé, et on n'a jamais passé une telle délibération. Alors que j'ai lu dans le Port d'Attache, avec l'élégance et l'éthique particulière de Monsieur DIDERO, qu'on aurait privatisé ce service.

Vous touchez à quelque chose, Monsieur Didero, mais on ne passera jamais là-dessus ; parce que le service public compte depuis longtemps et vient de nos aînés, sous l'égide du Général de Gaulle, c'est là que s'est fait le grand service public, la Sécurité Sociale, l'énergie avec EDF, le statut de la fonction publique avec Maurice Thorez, la reconstruction avec François Billoux, etc. C'est notre essence, à nous les communistes, le service public. Nous l'avons démontré quand quelques-uns ont fait la course à l'échalotte des privatisations qu'on a vu fleurir y compris près de chez nous pour l'eau et le ramassage des ordures ménagères ; nous n'y sommes pas allés, malgré nos petits moyens nous avons toujours tenu bon parce qu'on savait que c'était l'intérêt de nos citoyens pour maintenir des tarifs aux coûts les plus bas.

On ne privatise pas non plus cet éclairage public, mais quand on n'y arrive pas, on est obligés pour des travaux ponctuels de le donner à des entreprises ; mais on le fait dans divers métiers, de la maçonnerie, etc. Les responsables du service technique pourraient le dire.

Nous avons démontré notre attachement au service public à travers nos batailles pour la trésorerie quand il a fallu la défendre, pour le commissariat de police jusqu'à l'occupation en 1986, de la CAF et de la Sécurité Sociale dernièrement. Et que quelqu'un comme vous notamment, Monsieur Didero, vienne là-dessus, ça se voit. Je ne suis pas né de la dernière pluie, cela fait longtemps que je suis là- dedans. Puisque vous êtes un supporter de Monsieur MACRON ça vous aide, vous étiez dans les bureaux, vous n'avez pas été réquisitionné.

C'est votre libre choix, je ne vous le reproche pas, nous on défend notre politique de la façon la plus propre possible, avec une éthique.

Je voulais qu'on éclaircisse cela parce que je ne vous laisserai pas faire. Je suis sur la fin de ma participation à un Conseil Municipal parce que je suis là depuis trop longtemps, depuis 1977, j'ai été le premier adjoint de trois maires, nous avons eu des oppositions, mais ça a tout le temps été fait avec élégance, avec Monsieur RIEUBON, avec Michel VAXES, c'était avec élégance.

Je m'excuse de m'étendre comme cela, mais ça me fait d'autant plus mal que je suis né dans la même rue que la famille DIDERO, son papa était un ami d'enfance et d'adolescence, c'était quelqu'un avec qui j'ai eu une amitié de toute une vie, il est disparu prématurément, et cela me fait quelque chose que vous soyez comme cela, parce que je connaissais votre famille. Je n'ai pas fait trop de philosophie mais j'en ai fait une, quelqu'un m'a dit un jour que la barrière n'a que deux côtés, et il faut être du bon côté ; on habitait la rue de Suffren, on savait de quel côté de la barrière il fallait être, et on y est toujours.

Voilà ce que je voulais vous dire, essayez d'élever le débat politique. Cela vous permet de masquer celui que vous

supportez, mais il faut le dire, c'est bien l'histoire des APL, c'est bien pour les retraités d'être taxés, c'est bien les ordonnances, le gel de l'indice de la fonction publique, le jour de carence qui est parti, etc. ! Et l'objectif du Président, on nous dit qu'il faut que l'on économise, c'est-à-dire qu'il faut arrêter des postes de travail, c'est ce qu'on demande à tous les maires, et nous on essaie de garder l'effectif que l'on a depuis de très longues années. Si vous avez l'honnêteté de regarder sur Internet ça y est pour toutes les communes. À côté il y a 16 000 habitants, il y a 850 employés, ici il y en a 350 depuis des années ; certains partent maintenant à la Métropole puisqu'on nous enlève des services, mais nous n'avons jamais privatisé quoi que ce soit, nous sommes toujours restés avec l'effectif que l'on pouvait payer avec notre budget.

Je voulais le dire, et en politique nous on affronte les choses, et il faut le faire.

Mme le Maire.- René, tu me poses une question, bien sûr que tu connais la réponse. Quand on veut faire le buzz en mentant c'est une identité politique, ça existe malheureusement depuis fort longtemps. Mais ça lui plaît, il est mort de rire lorsque tu fais cela, excuses-moi de le dire comme cela, mais tu lui fais faire le buzz, il ment, il le sait, mais il s'en fout, c'est comme ça.

On entend de partout dire par les présidents de la république qui se sont succédé qu'il faut baisser les dépenses publiques, c'est dur à avaler, donc on ment, on dit que c'est le maire qui privatise. Je te le confirme, nous n'avons pris aucune délibération en Conseil Municipal pour faire une privatisation de service. Mensonge, encore une fois, mais ça vous plaît, vous travaillez là-dessus.

M. DIDERO.- C'est bien une entreprise privée qui est intervenue ?

Mme le Maire.- Ça veut dire cela « privatiser », Monsieur ?

Vous manquez de respect quand ça commence à vous chatouiller...

M. DIDERO.- Je voudrais répondre.

Mme le Maire.- Je vous donnerai la possibilité de répondre.

Monsieur, quand on fait peindre des écoles par des entreprises, on privatise ? Quand ensemble nous avons dit lors du dernier Conseil Municipal qu'on ne prend pas ces entreprises, on dénonce le marché parce que ce sont les mêmes qui, l'année d'avant, avaient fait n'importe quoi, vous avez vu écrit qu'on privatise ? Quand on fait des études avec des bureaux d'études spécialisés, on privatise ? C'est bizarre, c'est un sujet sur lequel vous avez reçu une information dont vous vous êtes emparé comme beaucoup d'autres sujets pour essayer de faire un buzz sans savoir ce qu'il en est exactement, parce que votre but c'est de nuire. « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ».

Je vous en prie.

M. DIDERO.- Deux mots, ou un peu plus. Premièrement, si j'étais au parti « en Marche » d'Emmanuel MACRON, je l'aurais fait passer de manière officielle, ce n'est pas du tout le cas.

Deuxièmement, sur la privatisation relisez l'article, il y a un point d'interrogation...**Brouhaha**... ce n'est pas la même chose, et le résultat, nous avons des employés territoriaux qui font parfaitement bien leur travail...

Mme le Maire.- Ah bon ! Vous êtes mal informé...

M. DIDERO.- Donc ils font mal leur travail...

Mme le Maire.- Dans le secteur dans lequel vous parlez vous êtes mal informé.

M. DIDERO.- Une entreprise privée a bien été embauchée pour cela alors que nous avons du personnel communal, donc on s'interroge légitimement pourquoi prendre une entreprise privée pour poser les illuminations de Noël alors que nous avons des employés territoriaux. Mais si vous me dites que le service ne fait pas son travail...

Mme le Maire.- Pour poser les illuminations de Noël... si vous dites que le service public municipal ne fait pas son travail... et là vous ne déformez pas les propos ? Vous êtes quelqu'un de très honnête qui dit les choses exactement telles qu'elles sont ?

Que vous dire, Monsieur Didero ? D'abord les services publics ont posé les illuminations de Noël qu'ils pouvaient poser avec le nombre qu'ils étaient dans la journée, et le travail qu'ils pouvaient faire.

Les habitants ont dit l'année dernière qu'on illuminait un peu trop tard, on s'est rendu compte que si on restait simplement avec une, parfois deux personnes qui sont chargées de poser les illuminations de Noël sur trois, on n'allait pas y arriver ; c'est donc pour contenter la population modeste qui apprécie dans ces moments compliqués de fin d'année où arrivent les impôts, etc. Je suis très fière dans mon quartier, dans tous les quartiers de la ville où des habitants illuminent l'entrée de ville, le quartier Milan Sud, le quartier des Comtes, etc. tous ces habitants qui au lieu de râler, de pester, ou de regarder ce qu'il y a de négatif, accompagnent ces fêtes de fin d'année.

Ces personnels municipaux qui ont pris des palettes, qui les ont peintes, et qui ont fait des petits bonhommes

rigolos par ci, par-là, le centre social Tichadou avec les jeunes, avec les grands-parents, qui ont construit des sapins de Noël, les services ayant fait les structures métalliques, etc. Tout cela vous ne le dites pas. Par contre vous sautez sur l'occasion... c'est votre marque de fabrique, vous êtes quelqu'un qui aimez faire du mal en faisant le gentil. C'est juste un point d'interrogation, je ne suis pas attaquable, je ne savais pas. Quand on ne sait pas on se tait.

J'ai compris que vous n'êtes pas pétri de bonnes intentions, d'ailleurs vous l'avez dit, « je veux gagner à n'importe quel prix ». C'est votre marque de fabrique.

René, les générations se suivent et ne se ressemblent pas. Il existe des personnes politiques de tous âges qui sont respectueuses et donc respectables. C'est-à-dire que c'est tout à fait normal en France... et merci d'être Française à ma famille qui est arrivée d'Algérie en France, je trouve qu'ils ont choisi un bon pays...

M. SIRAT.- La mienne aussi.

Mme le Maire.- Nous ne sommes pas natifs de la France, nous ne sommes pas des Gaulois de base comme beaucoup ici, et je suis contente pour ceux qui le sont, il n'y a pas de soucis. Je suis très contente de vivre en France parce qu'en France on a la laïcité et le droit de s'exprimer. J'en reviens à Monsieur Salah HAMOURI qui est emprisonné parce qu'à un moment donné il n'était pas d'accord, et Nelson MANDELA a été emprisonné parce qu'il n'était pas d'accord ; en France on peut ne pas être d'accord, on ne va pas être emprisonné.

Donc vous avez le droit de ne pas être d'accord, Monsieur Didero, vous avez le droit d'être Macroniste sans avoir pris la carte, des gens sont communistes sans être membres

cotisants du parti communiste français. On s'en fiche, on a le droit d'avoir ses opinions, mais il faut savoir les assumer.

Je vous rassure, aucune privatisation décidée par la Mairie n'a été mise en place, s'il y avait besoin de vous rassurer.

M. PINET.- Je trouve que ce qui vient d'être dit pesait assez lourdement sur le dos de l'opposition.

J'en profite pour en parler puisque j'ai la parole, je regrette simplement que l'opposition n'apporte peut-être pas le soutien, voire ne participe pas au niveau qu'elle aurait pu espérer, et que finalement on parle de politique politicienne et des travers détestés par la population de la politique en général ; on a connu cela dans les médias ces derniers temps depuis les élections et avant. J'aurais voulu plutôt une opposition constructive et positive qui puisse participer aux débats, or je n'ai pas l'impression que l'opposition vous soit très utile, si ce n'est pour faire des remarques du style de celles que vous évoquiez tout à l'heure. C'est un regret.

M. GIORGETTI.- Les oppositions de toute la France sont rentrées en 1983 suite aux lois mises en œuvre dans le cadre de la décentralisation, de l'amélioration de la vie démocratique. J'ai connu des personnes avec lesquelles on s'est battus politiquement mais avec le respect et l'élégance qu'il fallait. Les maires qu'il y avait en face, que ce soit Monsieur RIEUBON qui avait une envergure importante, qui est sorti de la Résistance, qui est resté quarante-cinq ans maire, vingt-cinq ans député, qui avait une stature ; il y avait une opposition avec des gens qui se battaient sur leurs idées, mais c'est respectable ; ensuite il y a eu Michel VAXES et il y a eu des opposants.

Quand on se bat idée contre idée avec élégance c'est respectable, mais pas quand on salit les choses comme cela, quand on dit n'importe quoi et que l'on ment. L'éthique compte beaucoup dans tous les domaines et il y a l'élégance en politique aussi, et je fais partie de ceux-là.

M. PINET.- J'en suis convaincu. Je voulais dire que je m'interroge sur l'utilité de l'opposition dans les conditions que vous évoquez, et je le regrette.

Mme le Maire.- Si vous trouvez que le projet est bon, vous n'êtes pas obligé de vous y opposer.

M. PINET.- Ce n'est pas ce que nous faisons d'une façon générale.

Mme le Maire.- C'est ce que je vous dis. Parfois nous n'avons pas de désaccord profond, pourquoi on se mangerait le nez ?

Tout à l'heure dans mon propos sur la Direction de la Région qui a décidé d'enlever les subventions qui normalement devaient venir auprès des associations de Port de Bouc, j'ai cité des élus de l'opposition de la Région qui ont eu l'élégance de dire que ce n'est pas juste, qu'ils allaient donc nous aider pour faire entendre notre voix, ça s'appelle de l'élégance politique. J'ai même dit à une nuance près puisqu'un des élus locaux, en tout cas proche de nous, a été moins persévérant « *je vous comprends, débrouillez-vous* ». C'est son droit, ça ne l'intéressait pas, mais les autres ont été très intéressés à notre cause parce que nous sommes d'accord sur ce sujet-là.

Souvent ça plait aux élus de la Droite de privatiser des services ; il y a des villes voisines, pas Martigues mais d'autres, qui ont privatisé la cantine, le service des transports scolaires, l'eau, etc. c'est leur choix politique, nous n'avons pas le même, mais c'est un choix respectable ; par

contre nous ne sommes pas d'accord. Nous estimons que ça coûte plus cher de privatiser que de garder un service public. Quand on nous dit que le service public coûte plus cher, c'est faux. On le voit avec les démonstrations qui ont été faites en télécommunication, en énergie. C'est de la discussion politique et c'est intéressant et enrichissant. Quand on parle du PIA, c'est-à-dire de la thalassothermie, et qu'on dit que le Groupe de la majorité veut créer une structure qui permette de garder une certaine maîtrise publique de façon à pouvoir tenir les tarifs vingt ans, ce n'est pas une position de droite, on ne cherche pas à faire du profit pour rémunérer des actionnaires ou pour rentabiliser ceux qui seraient propriétaires du réseau, on cherche à ce que cette énergie participe à un maximum.

Des fois on pense qu'on est profondément d'une certaine obédience politique, mais au quotidien dans une ville comme Port de Bouc... les personnes qui payaient l'ISF sur la ville de Port de Bouc ne se comptent même pas sur les doigts d'une main... nous sommes tous du même côté de la barrière, qu'on en ait conscience ou pas. C'est pour cela que je pense que c'est délicat localement d'être vraiment dans une opposition ; oui, ça peut exister, bien sûr, mais voilà. Donc après il ne faut pas se l'inventer artificiellement.

En tout cas pourquoi créer l'envie de ne pas travailler pour les uns, de nuire pour les autres, alors qu'en fait ça nuit à toute la réputation d'une ville. Ce fut un temps il y avait des manœuvres de partis très extrémistes, pour ne pas les nommer, pour ne pas être attaquable... je ne mets pas de point d'interrogation mais je le dis comme cela... qui faisaient en sorte au moment des élections de créer des sentiments d'insécurité terribles. Ils ont été condamnés, c'est passé à la télévision. Des troupes payées pour aller faire du mal à des personnes âgées, pour mettre le feu, etc. On connaît ces

manœuvres. Rappelez-vous le papé qui est passé en boucle à la télévision en 2002 ; le parrain de mon fils habitait le vieil Istres, il m'a dit que sa voisine âgée d'en face voulait venir dormir chez lui parce qu'elle avait peur qu'on vienne lui brûler sa maison parce qu'elle avait vu le papé à la télévision. Je laisse ces gens-là avec ce type de pratiques.

(Propos simultanés, brouhaha)

Mme le Maire.- Quand je me regarde dans le miroir je ne sourcille pas une seule seconde, la plupart de ceux qui sont ici dans la salle non plus, et je vous en remercie, continuez comme cela. Si on veut garder notre France républicaine on a intérêt aux débats d'idées, c'est ce qui nous anime et qui nous plait pour des projets concrets de la ville et pour aider des populations qui ont vraiment besoin d'être soutenues, je pense que c'est de notre responsabilité individuelle et collective.

Nous devions faire un Conseil Municipal extraordinaire, les conditions ne sont pas réunies en cette fin d'année, le Maire veut trop pressurer mais je ne suis pas raisonnable. Donc on annule ce Conseil Municipal extraordinaire, mais rendez-vous l'année prochaine.

Bonne fin de soirée à toutes et tous, merci.

La séance est levée à 19 h 30